



CONTRAT DE BOURSE ERASMUS+ POUR LA MOBILITÉ DES ÉTUDIANTS À DES FINS D'ÉTUDES

Domaine : enseignement supérieur artistique

Année académique : 20...../20.....

Nom légal complet de l'établissement d'envoi : Institut des Arts de diffusion (IAD)

Code Erasmus : BLOUVAIN02

Code OID : E10058276

Adresse (adresse légale complète) : Route de Blocry, 5
1348 Louvain-la-Neuve
Belgique

Ci-après dénommé "l'établissement", représenté pour la signature de cet accord par Etienne BAFFREY, Directeur de l'IAD d'une part, et

Nom et prénom du participant :

Date de naissance :

Adresse : [adresse officielle complète]

Téléphone :

E-mail :

Cycle d'études : ☐ 1^{er} cycle ☒ 2^e cycle ☐ 3^e cycle ☐ Cycle court

Domaine d'études (diplôme de l'établissement d'envoi) :

Code : [code ISCED-F] 0215

Nombre d'années d'études réussies dans l'enseignement supérieur :

Numéro de compte bancaire sur lequel le soutien financier sera versé :

Titulaire du compte (si différent de l'étudiant) :

Nom de la banque :

Code BIC/SWIFT :

IBAN :

Ci-après dénommé "le participant" d'autre part,

ont convenu des **CONDITIONS PARTICULIERES** et **ANNEXES** ci-dessous, qui font partie intégrante du présent contrat (« le contrat ») :

Annexe I : Convention d'études

Annexe II : Conditions générales

Annexe III : Charte de l'étudiant Erasmus+

Les dispositions des Conditions particulières prévalent sur celles des Annexes.



Le participant bénéficie [cocher la case]

- ☐ d'un soutien financier du programme Erasmus+ de l'Union Européenne
- ☐ d'un soutien financier du programme Erasmus+ de l'Union Européenne et d'une aide complémentaire du conseil social de l'IAD
- ☐ Soutien pour l'inclusion (basés sur frais réels)

CONDITIONS PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

- 1.1 L'établissement s'engage à apporter son aide au participant engagé dans une activité de mobilité d'études du programme Erasmus+.
- 1.2 Le participant accepte le soutien financier indiqué à l'article 3 et s'engage à réaliser le programme de mobilité d'études tel que défini dans l'Annexe I.
- 1.3 Tout avenant au contrat devra être demandé et accepté par les deux parties de manière formelle par courrier électronique via l'adresse suivante : erasmusid@iad-arts.be.

ARTICLE 2 – ENTRÉE EN VIGUEUR DU CONTRAT ET DURÉE DE LA MOBILITÉ

- 2.1 Le contrat entre en vigueur à la date de signature par la dernière des deux parties.
- 2.2 La date de début de mobilité est le premier jour de présence physique obligatoire du participant dans l'organisme d'accueil et la date de fin est celle du dernier jour de présence physique obligatoire. La période de mobilité physique commence le [jj/mm/aaaa] au plus tôt et se termine le [jj/mm/aaaa] au plus tard.
- 2.3 Le participant bénéficie d'un soutien financier du programme Erasmus+ de l'Union Européenne pour [.....] mois et [.....] jours pour une mobilité physique de ☐ longue durée ou ☐ de courte durée.
- 2.4 La durée totale de mobilité physique est fixée à 3 mois
- 2.5 Le relevé de notes, ou tout justificatif/attestation annexé(e) à ces documents, doivent comporter les dates effectives de début et de fin de mobilité.

ARTICLE 3 – SOUTIEN FINANCIER

- 3.1 Le soutien financier est calculé sur la base des règles financières du guide du programme Erasmus+.
- 3.2 Le participant bénéficie d'un soutien financier du programme Erasmus+ de l'Union Européenne pour [.....] jours de mobilité physique.
Le nombre de jours doit être égal à la durée de la mobilité physique.
- 3.3 Le montant total du soutien financier accordé est de : [.....] euros,
☐ pour une mobilité de 3 mois : [.....] euros par mois.
- 3.4 Le remboursement des coûts liés au soutien pour l'inclusion [Si le participant se voit accorder une contribution aux frais de voyage ou aux coûts exceptionnels pour frais de voyage élevés], si applicable, se fait sur la base de documents justificatifs fournis par le participant.
- 3.5 Le soutien financier ne peut être utilisé pour couvrir des frais similaires déjà financés par des fonds de l'UE.
- 3.6 Nonobstant l'article 3.5, la subvention est compatible avec toute autre source de financement, y compris un revenu que le participant pourrait percevoir pour un travail effectué en dehors de ses heures d'études/de stage, pour autant qu'il effectue les activités prévues à l'Annexe I.



ARTICLE 4 – MODALITÉS DE PAIEMENT

- 4.1 Endéans un délai de 30 jours calendrier suivant la signature du contrat par les 2 parties, ou après réception de la confirmation de l'arrivée du participant, et au plus tard à la date de début de la mobilité, un préfinancement est versé au participant représentant **70%** du montant spécifié à l'Article 3 et ce, si et seulement si le participant a fourni les pièces justificatives dans les délais fixés par l'IAD.
- 4.2 Si le paiement défini à l'article 4.1 est inférieur à 100 % du soutien financier, la soumission en ligne du rapport final du participant (online EU Survey) est considérée comme la demande de versement de solde. L'établissement dispose de 45 jours calendrier pour effectuer le versement du solde ou, le cas échéant, pour envoyer au participant un ordre de recouvrement.

ARTICLE 5 – ASSURANCE

- 5.1 L'établissement devra s'assurer que le participant bénéficie d'une couverture adéquate en matière d'assurances, en lui fournissant les assurances nécessaires. Dans le cas d'une mobilité intra européenne, l'étudiant est couvert par son régime de sécurité sociale étudiant pour la prise en charge basique des soins médicaux lors de son séjour à l'étranger, par le biais de la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM), CEAM dont il devra fournir une copie à l'établissement AVANT son départ.
- 5.2 La couverture devra inclure au minimum une assurance santé et une assurance responsabilité civile.
Les étudiants inscrits régulièrement à l'Institut des Arts de Diffusion sont couverts, durant les activités de vie scolaire » en matière de santé et de responsabilité civile par la compagnie d'Assurance
ADESIO Assurances ASBL tél : +32 (0) 78 150 154
Rue du Verbois 27/011 email : info@adesio .be
4000 Liège site : www.adesio.be
- Cette assurance couvre également les étudiants régulièrement inscrits à l'IAD lors de leurs mobilité ERASMUS.
- 5.3 La partie responsable de la souscription de l'assurance santé et de l'assurance responsabilité civile est : l'organisme d'envoi pour les étudiants sortants régulièrement inscrits à l'IAD
- 5.4. De plus, il est recommandé à l'étudiant de souscrire une assurance contre la perte ou le vol de documents, de billets de voyage et de bagages. La partie responsable de la souscription de cette assurance est : l'étudiant

ARTICLE 6 – SOUTIEN LINGUISTIQUE EN LIGNE (OLS)

- 6.1. Le participant doit passer le test de langue OLS dans la langue de la mobilité (si disponible) avant la période de mobilité. L'évaluation linguistique en ligne avant le départ est un prérequis à la mobilité.
- 6.2 Le niveau de compétence linguistique en anglais que l'étudiant possède ou s'engage à acquérir avant le début de la mobilité est :
A1 ☐ A2 ☐ B1 ☐ B2 ☒ C1 ☐ C2 ☐
- 6.3 Le participant suivra le cours de langue OLS de son choix, en commençant dès qu'il en reçoit les accès et s'engage à en tirer pleinement profit. Le participant informera immédiatement l'établissement d'origine s'il n'est pas en mesure de suivre le cours, et ce avant de s'y connecter.



ARTICLE 7 – RAPPORT FINAL DU PARTICIPANT (*EU SURVEY*)

- 7.1. Le participant doit compléter et soumettre le rapport final du participant (via l'outil en ligne EU Survey) après sa période de mobilité, dans un délai de 30 jours calendrier après réception de l'invitation à le compléter. Les participants qui omettent de compléter et de soumettre le rapport final en ligne peuvent se voir réclamer le remboursement partiel ou total du financement reçu.

ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNÉES

- 8.1 L'établissement d'envoi doit fournir aux participants la déclaration de confidentialité pertinente pour le traitement de leurs données personnelles avant que celles-ci ne soient encodées dans les systèmes électroniques de gestion des mobilités Erasmus+. <https://erasmus-plus.ec.europa.eu/erasmus-and-data-protection/privacy-statement-mobility-tool>

ARTICLE 9 – DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE

- 9.1 Le présent Contrat est régi par le droit belge.
- 9.2 La juridiction compétente définie conformément au droit national est la seule juridiction habilitée à trancher d'éventuels litiges entre l'établissement d'envoi et le participant en matière d'interprétation, d'exécution ou de validité du présent Contrat, au cas où le litige en question ne pourrait pas être résolu à l'amiable.

SIGNATURES

Le participant [Nom – Prénom]

Pour l'établissement [Nom – Prénom – Fonction]

Fait à [lieu], le [date]

Fait à [lieu], le [date]

Signature :

Signature :



Co-funded by
the European Union



Erasmus+ 2021 - AC131 - HE SM- Annexe V – Contrat de bourse pour mobilité d'études et/ou de stage



Annexe I

Convention d'études (OLA)

Formulaire OLA - IAD

Annexe II

CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 – RESPONSABILITÉ

Chacune des parties contractantes libère l'autre partie de toute responsabilité civile en cas de dommage encouru par elle ou son personnel et découlant de l'exécution du présent Contrat, à condition que ledit dommage ne résulte pas d'une faute grave et intentionnelle de l'autre partie ou de son personnel.

L'Agence nationale FW-B/Belgique (AEF-Europe), la Commission européenne ainsi que les membres de leur personnel ne peuvent en aucun cas ni pour aucun motif être tenus responsables en cas de plainte déposée sur base du présent Contrat pour tout préjudice causé pendant la période de mobilité. En conséquence, l'Agence FW-B/Belgique (AEF-Europe) ou la Commission européenne n'examineront aucune demande d'indemnisation ou de remboursement accompagnant une telle plainte.

ARTICLE 2 – RÉSILIATION DU CONTRAT

En cas de non-exécution par le participant de l'une des obligations issues du présent Contrat, et indépendamment des conséquences découlant de la législation en vigueur, l'établissement dispose du pouvoir légal de mettre fin ou d'annuler le présent Contrat sans autre formalité légale si aucune action n'est intentée par le participant dans le mois suivant la notification par recommandé.

Si le participant met fin prématurément au Contrat ou s'il n'en suit pas les règles, il devra rembourser le montant de la subvention qui lui aura déjà été versé.

En cas de résiliation par le participant à la suite d'un cas de "force majeure", c'est-à-dire une situation exceptionnelle imprévisible ou un événement ne pouvant être contrôlé par le participant et ne découlant pas d'une erreur ou d'une négligence de sa part, le participant aura le droit de percevoir au minimum le montant de la bourse correspondant à la durée réelle de la période de mobilité. Tout montant excédentaire devra être remboursé.

ARTICLE 3 – PROTECTION DES DONNÉES

Toutes les données à caractère personnel figurant dans le Contrat seront traitées conformément au règlement (CE) N°2018/1725 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes de l'UE et à la libre circulation de ces données. Ces données seront traitées uniquement dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du présent Contrat par l'établissement d'origine, l'Agence nationale et la Commission européenne, sans préjudice de la possibilité de transmettre les données aux organes responsables des inspections et audits prévus par la législation de l'Union européenne (la Cour des comptes européenne ou l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF)).

Le participant peut, sur demande écrite, accéder à ses données personnelles et corriger toute information inexacte ou incomplète. Toute question relative au traitement des données à caractère personnel doit être adressée à l'établissement d'origine et/ou à l'AN. Le participant peut déposer une plainte contre le traitement de ses données à caractère personnel auprès du Contrôleur européen de la protection des données concernant l'utilisation de ces données par la Commission européenne.

ARTICLE 4 – CONTROLES ET AUDITS

Les parties contractantes s'engagent à fournir toutes les données détaillées requises par la Commission européenne, par l'Agence nationale FW-B/Belgique (AEF-Europe) ou tout autre organisme externe mandaté par la Commission européenne ou par l'Agence nationale FW-B/Belgique (AEF-Europe) afin de contrôler le respect des modalités de la période de mobilité et des dispositions du présent Contrat.



Co-funded by
the European Union



Erasmus+ 2021 - AC131 - HE SM- Annexe V – Contrat de bourse pour mobilité d'études et/ou de stage



Annexe III

Charte de l'Étudiant Erasmus

Charte [Erasmus_ student charter -2021](#)